

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 12/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2**

42 Rue de la Beauce  
BP 89  
28110 Lucé

Références : VAT20240175  
Code AIOT : 0010000242

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2 implanté 59 rue du Maréchal LECLERC 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2
- 59 rue du Maréchal LECLERC 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000242

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement HYDRO EXTRUSION dit "Lucé 2" a pour principale activité le traitement de surfaces de métaux visé par la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Demande d'action corrective	4 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/08/1983, article 1.6.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
11	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
12	Conception rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
13	Alarme rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Rétention produits chimiques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II	/	Demande d'action corrective	2 mois
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
19	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	en cas d'incendie				
24	Surveillance des rejets – valeurs d'émission	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet
6	Conformité électrique	Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 5.II	Sans objet
7	Chauffage locaux à risques	Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 5.II	Sans objet
8	Conformité électrique périodicité	Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 5.III	Sans objet
9	Détection infrarouge	Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 5.III	Sans objet
10	Conformité électrique registre	Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 5.III	Sans objet
14	Asservissement du chauffage	Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 6.I	Sans objet
16	Rétention chaîne de traitement	Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 6.III	Sans objet
17	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 10	Sans objet
20	Captation des émissions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	Sans objet
21	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	Sans objet
22	Points de rejets (emplacement),	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ventilation		
23	Surveillance des rejets – prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Sans objet
25	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 06/03/2008, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Champ d'application

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU/Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b>  Selon les déclarations GERE de l'exploitant, les consommations sont supérieures à 10 000 mètres cubes par an.  Selon les déclarations GERE les volumes d'eau souterraine prélevés sont les suivants: 2023: 66 818 m <sup>3</sup> 2022: 74 618 m <sup>3</sup> 2021: 70 669 m <sup>3</sup> 2018: 76 807 m <sup>3</sup>  Ces déclarations sont cohérentes avec les relevés fournis par l'exploitant pour le puits intitulé puits N°2.  A ces volumes prélevés il faut ajouter les volumes d'eau de ville : 2023: 7 124 m <sup>3</sup> 2022: 12 817 m <sup>3</sup> 2018: 4 617 m <sup>3</sup>  [PdC n°1] L'arrêté ministériel du 30 juin 2023 est applicable à l'établissement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Les installations exemptées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2

**Prescription contrôlée :**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :  
[...]

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

[...]

**Constats :**

Lors de la précédente visite du 13 septembre 2023, l'inspection indique que l'exploitant présente en inspection un état des prélèvements d'eau depuis 2018, et ainsi que la consommation d'eau relevée en 2018 à 77 000 m<sup>3</sup> a diminué à 58 790 m<sup>3</sup> en 2022, soit une réduction de 24 %. Pour mémoire, les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 n'étant pas soumis aux dispositions de l'article 2.

Lors de la présente visite, l'inspection interroge l'exploitant sur les compteurs présents sur le site et sur les incohérences entre les déclarations GEREPE et les chiffres présentés pendant l'inspection de 2023.

Il existe sur site 3 compteurs :

-1 compteur au niveau du forage dont sont issus les chiffres de consommation déclarés sur GEREPE. L'exploitant précise que selon lui ce compteur est défaillant raison pour laquelle ils n'ont pas fournis son relevé lors de la dernière inspection. L'exploitant ne peut fournir aucun élément justifiant de cette défaillance. De plus s'agissant du compteur du forage si celui-ci est défaillant il doit être changé.

Lors de la visite du site, l'inspection constate la présence d'eau au niveau du compteur du forage sans que l'exploitant puisse justifier de son origine.

-1 compteur situé dans le local de la station de traitement, ce compteur est un sous compteur, relevant la quantité d'eau servant aux installations d'anodisation.

L'exploitant précise que c'est le relevé de ce compteur qui a été transmis lors de l'inspection de 2023. Selon l'exploitant l'eau issue du forage passe directement dans l'installation d'anodisation. L'inspection note que les volumes diffèrent de façon très importante entre ces 2 compteurs.

Pour exemple en 2022:

le compteur forage indique une consommation de 74 618 m<sup>3</sup>

le compteur anodisation indique une consommation de 45 973 m<sup>3</sup>

<p>le compteur anodisation indique une consommation de 45 973 m<sup>3</sup></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de cet écart (sauf à justifier d'un compteur défaillant).</p> <p>L'exploitant doit effectuer des investigations sur ses consommations et sur ces réseaux pour écarter toute fuite potentielle.</p> <p>-1 compteur eau de ville</p> <p>Si on considère le compteur forage et le compteur eau de ville :</p> <p>en 2018 la consommation était de 76 807 + 4 617 soit un volume annuel prélevé de 81 424 m<sup>3</sup></p> <p>en 2022 la consommation était de 74 618 + 12 817 soit un volume annuel prélevé de 87 435 m<sup>3</sup></p> <p>en 2023 la consommation était de 66 819 + 7 124 soit un volume annuel prélevé de 73 943 m<sup>3</sup> (baisse de 9.20% entre 2023 et 2018)</p> <p>[PdC n°2] Les installations ne répondent pas à au moins l'un des critères d'exemption. L'exploitant doit justifier des différences de relevés entre les compteurs forage et anodisation. L'exploitant doit effectuer des recherches pour connaître l'origine de l'eau présente au niveau du compteur du forage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

### N° 3 : Réductions imposables à l'exploitant

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'inspection précise que le bassin versant Eure Moyen haut SN a été en crise du 07/06/23 au 26/10/23.

L'inspection demande à l'exploitant d'expliciter le calcul de son volume de référence. Il présente le fichier de calcul intitulé justificatif réduction conso eau 2022/2023.

Ce document appelle les commentaires suivants de l'inspection: le principe du calcul du volume de référence est correct cependant l'exploitant a uniquement pris en compte le volume du sous compteur anodisation ce qui n'est pas correct. Le volume prélevé dans la nappe doit être issu du compteur forage (cf commentaires précédents sur ce compteur).

L'inspection rappelle également que l'exploitant pourra utilement vérifier les usages de l'eau de ville afin de vérifier si tout ou partie de ce volume peut être retranché du volume de référence.

[PdC n°3] Le calcul du volume de référence est erroné.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 4 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire

**Prescription contrôlée :**

IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

**Constats :**

L'inspection rappelle que le bassin versant Eure Moyen haut SN a été en crise du 07/06/23 au 26/10/23.

[PdC n°4] L'exploitant n'a pas transmis pendant la période de crise de 2023, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Si les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont atteints en 2024,



l'exploitant devra réaliser ces déclarations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°4] formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4mois

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/1983, article 1.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation électrique sera entretenue en bon état, elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent.
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente visite du 13 septembre 2023, l'inspection indique que l'exploitant précise que la révision de la cellule HTA du TGBT 11 initialement prévue en semaine 8 de 2023 a été reportée par le sous-traitant au mercredi 4 janvier 2024. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de contrôle de la cellule HTA du TGBT 11 dès réception. Au jour de l'inspection, l'exploitant présente le compte rendu de la société étant intervenue, indiquant en date du 03/01/2024 le travail effectué suivant : « Problème au niveau de la chaîne de déclenchement du DGPT2 du TRANSFO T11A. Vérification du câblage de la chaîne de déclenchement, le Transfo 400V/230V est HS. Reprise du câblage en reprenant un 230V dans le TGBT. Remise en service et essais de déclenchement en réel concluant. » <b>La demande est satisfaite, le constat est levé.</b>  Le rapport de vérification électrique de 2023 fait état d'observations récurrentes.Par exemple: - Bâtiment principal - Rez-de-chaussée - Hall C (montage Laquage) - Zone poste de transformation T6/T7 Remplacer le disjoncteur vétuste L'exploitant indique que le remplacement est prévu en août 2024 pendant l'arrêt des activités.  [PdC n°5] Le rapport de vérification électrique de 2023 présente des écarts non soldés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°5] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

#### N° 6 : Conformité électrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 5.II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité électrique

##### **Prescription contrôlée :**

Les dispositions du A et du B de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont applicables à l'installation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les contrôles effectués.

{Installations électriques.

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.}

##### **Constats :**

###### **Partie A =>**

Document consulté: Certificat Q18 N° de rapport : 556660.02.60.23.N.001.. HYDRO EXTRUSION LUCÉ/ 59 RUE DU MARECHAL LECLERC / 28110 LUCE Intervention du 10/10/2023 au 13/10/2023.

Le document fait état d'une vérification complète des installations électriques de l'établissement. Conclusion l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

###### **Partie B**

<p>Par échantillonnage, l'inspection constate la présence de bouton d'arrêt d'urgence, sur les armoires électriques des cuves N°524,N°525 et sur l'armoire du système d'extraction d'air cuve acide et soude.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'existe pas de plan de positionnement des interrupteurs centraux/arrêts d'urgence électriques ni d'arrêt d'urgence installé de manière à être accessible depuis l'extérieur.</p> <p>[PdC n°6] Pas d'écart constaté.</p> <p>L'inspection rappelle toutefois qu'à compter du 01/07/2024 dans les locaux de l'installation pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Chauffage locaux à risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 5.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chauffage locaux à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que le chauffage des locaux de la ligne de traitement sont des aérothermes gaz ou électrique ou des radiants au gaz.</p> <p>[PdC n°7] Pas d'écart constaté.</p> <p>L'inspection rappelle toutefois qu'à compter du 01/07/2024 le chauffage des locaux à risque d'incendie et notamment la zone d'anodisation (chaîne de traitement) ne devra être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Conformité électrique périodicité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 5.III</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité électrique périodicité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente les documents suivants: -Rapport de vérification des installations électriques N° de rapport : 556660.02.60.23.N.001. Date(s) d'intervention : Du 10/10/2023 au 13/10/2023 et -Rapport de vérification des installations électriques N° de rapport : 556660.02.60.22.L.001 Date(s) d'intervention : Du 05/09/2022 au 05/09/2022.  [PDC n°8] Pas d'écart constaté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Détection infrarouge

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 5.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection infrarouge
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le compte-rendu de contrôle d'une installation électrique par thermographie infrarouge du 30/11/2023 précédent contrôle 05/12/2022. Le document indique que le contrôle est réalisé conformément aux exigences du référentiel APSAD D19. Il conclut qu'au vu des éléments contrôlés de l'installation électriques tels que définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque d'incendie est faible, en l'absence d'anomalie. L'inspection note que pour plusieurs installations, il est noté « NC : signifie que l'installation n'a pu être contrôlée. » Exemple: Les cellules haute tension n'étant pas équipées de hublot infrarouge pas de contrôle.  L'inspection rappelle à l'exploitant que le contrôle doit être exhaustif et si des installations ne

<p>sont pas contrôlées l'organisme de contrôle doit justifier de l'impact que cela peut avoir sur le contrôle.</p> <p>[PdC n°9] Pas d'écart constaté. L'inspection rappelle toutefois qu'à compter du 01/07/2024 cette prescription sera applicable.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Conformité électrique registre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 5.III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité électrique registre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>document consulté :Rapport de Vérification des installations électriques Date(s) d'intervention : Du 10/10/2023 au 13/10/2023</p> <p>Ce rapport fait état d'observations récurrentes Par exemple: - Bâtiment principal - Rez-de-chaussée - Hall C (montage Laquage) - Zone poste de transformation T6/T7 Remplacer le disjoncteur vétuste L'exploitant indique que le remplacement est prévu en août 2024 pendant l'arrêt des activités.</p> <p>L'exploitant présente le registre "remise en conformité électrique 2023". L'exploitant veillera à compléter ou mettre à jour ce registre notamment avec la date et la référence du dernier rapport de vérification électrique dont est issu l'écart.</p> <p>[PdC n°10] Pas d'écart constaté. L'inspection rappelle toutefois qu'à compter du 01/07/2024 cette prescription sera applicable.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations de protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à la précédente visite et à l'envoi de document "Vérification complète foudre" par l'exploitant, l'inspection constate que la vérification des installations de protection contre la foudre du 27/09/2023 n'a pas été réalisée de façon complète.</p> <p>Le rapport de vérification contre la foudre du 27/09/2023 conclut à l'absence d'observation avec réserve, car le bon fonctionnement de la tête du paratonnerre à dispositif d'amorçage n'a pu être vérifié faute de mise à disposition du boîtier de test et d'un moyen d'accès adapté.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'il est impossible de mettre en place un boîtier test, celui-ci n'étant pas compatible avec l'équipement déjà présent sur site.</p> <p>Il indique à l'inspection, qu'il fournira une nacelle au bureau de contrôle afin qu'il effectue une vérification complète des équipements.</p> <p>Dans l'attente de cette vérification, l'écart est maintenu.</p> <p>[PdC n°11] La vérification des installations de protection contre la foudre du 27/09/2023 n'a pas été réalisée de façon complète.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°11] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

#### N° 12 : Conception rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 6.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>[...] Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La ligne de traitement est composée de cuves d'acide (bain d'oxydation et de neutralisation H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub> , 5*22m<sup>3</sup>) et de cuves de base ( bains de satinage et de décapage NaOH, 3*22m<sup>3</sup>) et également de bain de rinçage.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant indique que la rétention présente sous la ligne de traitement est une rétention unique, offrant un cas de déversement accidentel la possibilité de mélange du contenu des cuves acides et bases.</p> <p>L'inspection rappelle que les acides et les bases entre eux ainsi qu'avec l'eau (bain de rinçage) peuvent entraîner des réactions violentes.</p> <p>[PdC n°12] La rétention unique de la chaîne de traitement n'est pas conçue de sorte qu'en situation accidentelle ne puissent s'y mêler des produits incompatibles. L'exploitant devra justifier au vu des concentrations de chaque élément dans les bains que l'ensemble des bains en présence ne contiennent pas de produits incompatibles ou modifier la rétention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°12] formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

#### N° 13 : Alarme rétention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 6.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alarme rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>[PdC n°13] La rétention de la ligne de traitement de plus de 1000 litres ne dispose pas d'alarme en point bas.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°13] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

#### N° 14 : Asservissement du chauffage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 6.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Asservissement du chauffage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite, l'asservissement du chauffage de la cuve n°524 est testé.</p> <p>L'opérateur réalise les opérations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-augmentation de la température de consigne à 93.88°C</li> <li>-le voyant vert de chauffe sur le tableau électrique s'allume</li> <li>-simulation d'un manque de liquide en soulevant la sonde</li> <li>-le voyant de chauffe s'éteint</li> </ul> <p>Le test est concluant.</p> <p>L'inspection rappelle qu'à partir du 01/07/2024, le bon fonctionnement de l'asservissement devra être testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ce qui n'est pas fait au jour de l'inspection.</p> <p>[PdC n°14] pas d'écart constaté.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>-</p>



N° 15 : Rétention produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 6.II

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention produits chimiques

**Prescription contrôlée :**

I.[...]

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement.

Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide [...]

II.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50 % du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m<sup>3</sup> ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m<sup>3</sup>.

**Constats :**

Lors de la visite du local produits chimiques, l'inspection constate la présence de 2 cuves d'acide sulfurique de 15m<sup>3</sup> selon l'exploitant.

La rétention associée à ces 2 cuves est munie d'un déclencheur d'alarme. Un test est réalisé, au déclenchement du détecteur une alarme est envoyée sur les téléphones portables notamment de la responsable de site.

Ce test appelle les remarques suivantes:

-les personnes recevant le sms d'alarme ne sont pas forcément d'astreinte ce qui pose la question de la gestion de cette alarme.

-le déclencheur n'est pas positionné au point le plus bas de la rétention.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la taille de la rétention. Cette rétention devra être mesurée.

Au jour de la visite la rétention n'est pas vide elle contient vraisemblablement de l'eau liée aux fuites dans le toit du local de stockage.

[PdC n°15] L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la taille de la rétention. De plus la rétention n'est pas vide de tout liquide et le déclencheur d'alarme n'est pas situé au point bas de la rétention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°15] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

#### N° 16 : Rétention chaîne de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 6.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention chaîne de traitement

##### **Prescription contrôlée :**

III. - Cuves et chaînes de traitement : Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité de la plus grande cuve ;

50 % de la capacité totale des cuves associées.

Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.

Au vu des éléments de l'étude de dangers et compte tenu des caractéristiques des bains et des matières traitées, l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit, le cas échéant, l'obligation pour l'exploitant d'installer un dispositif de vidange ou de transvasement dont la mise en oeuvre est quasi immédiate en cas de situation accidentelle (emballement de réaction, émissions gazeuses dangereuses, réactions exothermiques...).

##### **Constats :**

L'exploitant présente pour justifier du volume de la rétention, le devis pour la réalisation du revêtement de la rétention chaîne d'anodisation.

Celui-ci fait état d'une surface de 900 m<sup>2</sup>.

L'exploitant indique que la hauteur approximative est 1m50 soit un volume total de 1350 m<sup>3</sup>.

La chaîne est constituée selon les documents fournis de 19 cuves de 22 m<sup>3</sup> :

-1 bain de dégraissage

-6 bains de rinçage

-2 bains de satinage

-1 bain de décapage

-1 bain de neutralisation

-4 bains d'oxydation

-4 bains de colmatage

soit 418 m<sup>3</sup>.

L'inspection a pu constater lors de la visite la présence du nombre de cuves indiqué.

La capacité de la rétention est suffisante.

[PdC n°16]Pas d'écart constaté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 17 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2206, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</li> <li>-dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.</li> </ul> <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie(système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique ne disposer d'aucune détection automatique d'incendie au niveau de l'installation de traitement.</p> <p>Celui-ci précise qu'il dispose d'une proposition financière de juin 2020 pour l'installation d'une centrale SSI au niveau du local redresseur.</p> <p>L'exploitant présente les consignes de sécurité suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-découverte d'un feu</li> <li>-en cas d'alarme incendie</li> <li>-en cas d'évacuation</li> </ul> <p>Chacune de ces consignes précisent que les opérateurs présents devront actionner l'arrêt d'urgence de leur machine.</p> <p>Sur site l'inspection a constaté la présence d'arrêt d'urgence sur les aspirations acide et base ainsi que sur le chauffage des cuves de colmatage.</p> <p>Cependant, le déclenchement d'une alarme incendie n'entraîne pas l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie.</p>

[PdC n°17] Pas d'écart constaté.

L'inspection rappelle toutefois qu'à compter du 01/07/2024, la zone d'anodisation où se situe le traitement de surface, ainsi que le local de stockage de produits chimiques s'il contient des produits à mention de danger H224, H225 ou H226, devront disposer de détection automatique d'incendie et que le système d'aspiration associé aux bains de traitement devra être doté de sondes permettant de détecter une augmentation de température. De plus le déclenchement d'une alarme incendie devra entraîner l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

(article dans sa rédaction avant l'arrêté du 20 avril 2023 et applicable au jour de la visite)

Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

I.- L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

L'installation est notamment dotée :

- a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

(article dans sa rédaction après l'arrêté du 20 avril 2023 et applicable au 01/07/2024)

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite du 13 septembre 2023, l'inspection constate que le rapport de vérification du 12 septembre 2023 relève que les RIA R001 à R005 doivent faire l'objet de travaux de réparation et que la démonstration que l'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus n'est pas démontrée.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant ne dispose pas de nouveau contrôle de ses moyens de lutte contre l'incendie. L'analyse de ce rapport a été réalisée dans le cadre de la précédente inspection.</p> <p>L'exploitant présente un devis pour la remise en état des RIA du 26/10/2023 qui n'a donné lieu à aucune commande.</p> <p>L'exploitant dispose également du calcul D9 qui conclut à un besoin en eau d'extinction de 660 m3/h à assurer pendant 2 heures. Il indique être en réflexion pour la fourniture d'une réserve incendie.</p> <p>L'inspection constate lors de la visite du site, la présence de 5 poteaux incendie, dont l'exploitant ne connaît pas le débit fourni.</p> <p>[PdC n°18] L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que l'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'exploitant ne connaît pas les débits des poteaux incendie présents sur le site et les RIA sont hors service.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12mois</p>

**N° 19 : Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre</p>

dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié

**Constats :**

Lors de la précédente visite du 13 septembre 2023, l'inspection indique que la capacité à confiner des eaux potentiellement polluées n'est pas évaluée.

Au jour de la visite, l'exploitant indique avoir calculé le besoin en confinement des eaux potentiellement polluées à 1430 m<sup>3</sup> à l'aide de la note de calcul D9A.

Le calcul D9A, appelle les remarques suivantes de l'inspection:

- Volumes supplémentaires liés au stockage de produits liquides

Sur cette partie du calcul, il est indiqué "Le volume à prendre en compte est de : 0 m<sup>3</sup>. Il n'y a pas de stockage de produits liquides inflammables dans le bâtiment de production."

Or, 20 % du volume des liquides stockés dans le local contenant le plus grand volume doit être intégré au calcul du volume de la rétention. L'inspection estime que le volume des cuves de traitement 19\*22m<sup>3</sup> doivent être pris en compte dans ce calcul.

L'inspection constate qu'il n'existe aucun dispositif permettant de collecter l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

[PdC n°19] Le site ne dispose d'aucun dispositif permettant de collecter l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12mois

**N° 20 : Captation des émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25

**Thème(s) :** Risques chroniques, Captation des émissions

**Prescription contrôlée :**

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection peut constater que les bains d'acide (d'oxydation) et les bains de soude sont pourvus d'un système d'aspiration.</p> <p>Selon l'exploitant seul le système d'extraction des bains de soude est pourvu d'un traitement par laveur d'air visible dans l'atelier. L'exploitant indique qu'une maintenance est effectuée 2 fois par an et présente le tableau "travaux d'hiver 2023" où sont mentionnés, pour le laveur d'air le nettoyage des filtres et le remplacement des lames d'air les 26 et 27 décembre 2023.</p> <p>[PdC n°20] Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 21 : Surveillance des rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Captation des émissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance des rejets dans l'air passe par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;</li> <li>(...)</li> </ul> <p>Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection interroge l'exploitant sur la surveillance des systèmes d'aspiration des bains de traitement.</p> <p>L'exploitant indique réaliser:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 fois par an une analyse vibratoire des systèmes d'aspiration. L'exploitant présente le contrôle réalisé le 10/10/23.</li> </ul> <p>Celui-ci fait état d'un défaut sur le moteur de l'aspiration acide, avec nécessité d'un contrôle de l'encrassement. L'exploitant indique avoir réalisé un nettoyage en interne sans pouvoir en justifier formellement. Le prochain contrôle vibratoire devra démontrer que le nettoyage réalisé a permis de corriger le défaut du moteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 fois par semaine relevé les débits d'aspiration</li> </ul> <p>Le système d'aspiration est également équipé d'une alarme sonore dans l'atelier en cas d'arrêt de</p>

<p>l'aspiration. Au jour de l'inspection, il n'a pas été possible de tester cette alarme un opérateur travaillant sur la ligne pendant la visite.</p> <p>L'inspection a cependant constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence d'une feuille avec le relevé des débits d'aspiration hebdomadaire le 26/02, 04/03 et 11/03</li> <li>- un débit de 51 000 m3/h pour les cuves soude</li> <li>- un débit de 36 000 m3/h pour les cuves acide</li> <li>- 2 alarmes lumineuses à proximité immédiate de la chaîne de traitement au vert pendant la visite, pour les 2 ventilateurs.</li> </ul> <p>[PdC n°21] Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 22 : Points de rejets (emplacement), ventilation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de rejets (emplacement), ventilation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate la présence de 2 cheminées à débouchés verticaux.</p> <p>[PdC n°22] Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 23 : Surveillance des rejets – prélèvement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejet, prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p>



<p>Art.58-III. De l'AM du 02/02/1998 :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le rapport de Mesures des émissions atmosphériques Intervention du 17/04/2023 au 18/04/2023</p> <p>Selon l'arrêté du 16 décembre 2022 portant agrément, la société en charge des mesures dispose des agréments nécessaires pour le prélèvement réalisés pour le site Lucé jusqu'au 31/12/2024. A savoir:</p> <p>5a Prélèvement sur support (5 a) d'acide fluorhydrique(HF) 6a Prélèvement sur support (6 a) de métaux lourds autres que le mercure (chrome) 10a Prélèvement sur support (10 a) du dioxyde de soufre(SO2) 11 Mesurage in situ des oxydes d'azote (NOx) 16a Prélèvement sur support (16 a) de l'ammoniac (NH3)</p> <p>[PdC n°23] Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 24 : Surveillance des rejets – valeurs d'émission**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejet, VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <p>les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente 2 rapports de Mesures des émissions atmosphériques</p>

<p>Intervention du 17/04/2023 au 18/04/2023 Intervention du 29/04/2021 au 30/04/2021</p> <p>Aucune mesure réalisée en 2022. L'exploitant ne dispose pas de devis ou commande pour l'année 2024.</p> <p>[PdC n°24] L'exploitant ne respecte pas la périodicité annuelle des mesures des émissions atmosphériques. Il devra réaliser des mesures en 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°24] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

**N° 25 : Respect des VLE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2008, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Concernant les émissions de polluants atmosphériques l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes :</p> <p>POLLUANT (en mg/Nm<sup>3</sup>)</p> <p>Acidité totale exprimée en H= 0,5</p> <p>HF, exprimé en F = 2</p> <p>Cr total = 1</p> <p>Cr VI = 0,1</p> <p>Alcalins, exprimés en OH = 10</p> <p>NOx, exprimés en NO2= 200</p> <p>SO2 = 100</p> <p>NH3= 30</p> <p>AMPG du 30/06/2006 article 26</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Mesures des émissions atmosphériques / Campagne d'avril 2021</b></p> <p>BAIN ACIDE (LUCE 2) /Cheminée, respect des VLE</p> <p>BAIN DE SOUDE (LUCE 2) /Cheminée, respect des VLE</p> <p><b>Mesures des émissions atmosphériques / Campagne d'avril 2023</b></p> <p><u>TRAITEMENT DE SURFACE 1,CHEMINÉE DE GAUCHE (LUCE2) / Cheminée, respect des VLE</u></p> <p>SO2 =&gt; 0,0659</p>

<p>HF =&gt; 0  NH3 =&gt; 0,0138  Acidité =&gt; 0  Alcalinité =&gt; 0,258  Cr =&gt; 0,00279  Cr VI =&gt; 0,000154  NOx =&gt; 3,52  L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le rapport où la VLE CR VI est erronée 1 contre 0,1</p> <p><u>TRAITEMENT DE SURFACE 2, CHEMINÉE DE DROITE (LUCE2) / Cheminée, respect des VLE</u>  SO2 =&gt; 0,506  HF =&gt; 0  NH3 =&gt; 0,0122  Acidité =&gt; 0  Alcalinité =&gt; 0,126  Cr =&gt; 0,00160  Cr VI =&gt; 0  NOx =&gt; 2,72  L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le rapport où la VLE CR VI est erronée 1 contre 0,1</p> <p>[PdC n°25] Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>